

3€

regards

N°51-52

JANVIER-FÉVRIER 2015

L'ONDE GRECQUE

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoît Borrits, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot, Catherine Tricot,
Laura Raim, Jérôme Latta

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°51-52

p.4 Sur regards.fr

**p.8 Les raisons d'espérer
de Clémentine Autain**

**p.14 Dossier
L'onde grecque**

**p.32 Politique
Pour 2017, Valls
a mis le temps**

**p.36 L'obsession identitaire
À propos d'un livre
de Laurent Bouvet**

**p.44 Isabelle Lorand
Apartheid**

Grèce, FN, etc...

Dans certains esprits, les belles manifestations du 11 janvier avaient pu laisser quelque illusion sur la situation politique française. Il n' a pas fallu longtemps pour déchanter. La concorde républicaine d'un moment n'a pas fait reculer l'influence du Front national. L'élection législative du Doubs et les sondages multiples qui se sont égrenés depuis suggèrent au contraire que le FN poursuit son ascension. La menace est ainsi plus que sérieuse et elle met chacun devant ses responsabilités.

Il faut désormais se convaincre, intellectuellement et pratiquement, que l'on ne battra pas le Front national en cédant devant ses idées. On ne peut pas accepter que se dise, à gauche, que le problème est que l'on a trop donné aux banlieues au détriment de la France « périphérique » ou que le problème est que les exigences des « minorités » exaspèrent à tort une « majorité » qui ne se sent plus « chez elle ».

Il faut se convaincre que la place du FN n'est que le miroir d'un manque, ou plutôt d'un gouffre. On a trop laissé entendre, au fil des décennies, que les contraintes de l'économie étaient lourdes, que la politique ne pouvait pas tout, que la manne publique devait se réduire pour que la dette ne croisse pas. Ceux qui n'ont cessé de le répéter et ceux qui persistent dans ce discours portent et porteront une lourde responsabilité, à commencer par une social-démocratie bien « macronisée » avant d'être carbonisée.

Et si c'est le manque d'alternative qui a fait d'abord le lit du FN, il faut bannir résolument tout ce qui la mutile un peu plus. De ce point de vue, l'attitude de la Banque centrale européenne à l'égard de la Grèce est à la fois inadmissible et insensé. Vouloir, au nom d'une stupide orthodoxie monétariste, cacher ouvertement sur la volonté d'un peuple, c'est ajouter un degré à l'humiliation populaire et citoyenne. C'est aviver le ressentiment ; c'est donc ouvrir directement la voie à l'extrême droite.

Responsabilité gigantesque. Qui ne peut rester sans riposte...

← CATHERINE TRICOT



POLITIQUE

Charlie Hebdo : Vallaud-Belkacem ne veut pas entendre les questions des élèves

Pour la ministre de l'Éducation nationale, certaines questions sont « insupportables » de la part des élèves. L'aveu d'une conception autoritaire de la liberté d'expression, et de la vacuité du discours de nos élites politiques face aux enjeux de la période.

L'attentat contre Charlie Hebdo, la minute de silence dans les écoles, les dérapages réels ou supposés d'élèves ont alimenté un sombre débat depuis le 7 janvier. C'est dans ce contexte que la ministre de l'Éducation nationale a tenu des propos sidérants à l'Assemblée nationale, mercredi 14 janvier, lors des questions au gouvernement. De Manille, le pape n'a pas non plus manqué de s'inviter dans le débat. [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

MACRON

La loi Macron, ou comment revenir au contrat de travail du XIXe siècle

Ignorant délibérément qu'il ne peut y avoir de «liberté», de «consentement» ou de «volontariat» du salarié face à un employeur en position de force, la loi Macron met en œuvre le rêve du Medef, dans lequel le contrat remplace le droit du travail.

L'ex patron du Medef Denis Kessler œuvrait à « défaire méthodiquement le programme du CNR ». Une ambition somme toute modeste, comparée à celle d'Emmanuel Macron. Le ministre de l'Économie semble en effet décidé à renvoyer le contrat de travail à ses modalités du début du XIXe siècle, lui qui n'a pourtant que le mot « modernisation » à la bouche... Son projet de loi «pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques», adopté en commission dans la nuit de dimanche, tente en tout cas de faire un pas en ce sens. [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](http://LIRE.LA.SUITE.SUR.REGARDS.FR)





ÉLECTIONS
GRÈCE

Réactions à la victoire de Syriza : les plus belles tartufferies

L'onde de choc des élections grecques a eu des effets terribles : on a découvert un PS de gauche, une UMP d'extrême gauche et – mais c'est moins surprenant – des éditorialistes dépités qui ont mal vécu leur défaite. Compilation.

La gauche radicale au pouvoir dans le pays le plus dramatiquement ravagé par l'austérité : l'événement a de quoi renverser bien des perspectives, et susciter quelques prises de paroles acrobatiques.

LES SOCIALISTES, AU SECOURS DE LA VICTOIRE

Sans surprise, c'est au sein du PS que se sont exprimés les plus grands virtuoses du retournement de veste et du contorsionnisme sémantique. Leur chef de file a été digne de l'exercice, aussi grosse fut la ficelle. **Jean-Christophe Cambadélis** : « La victoire d'un parti de gauche est toujours une bonne nouvelle pour le Parti socialiste. » [...]

← [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

CHARLIE

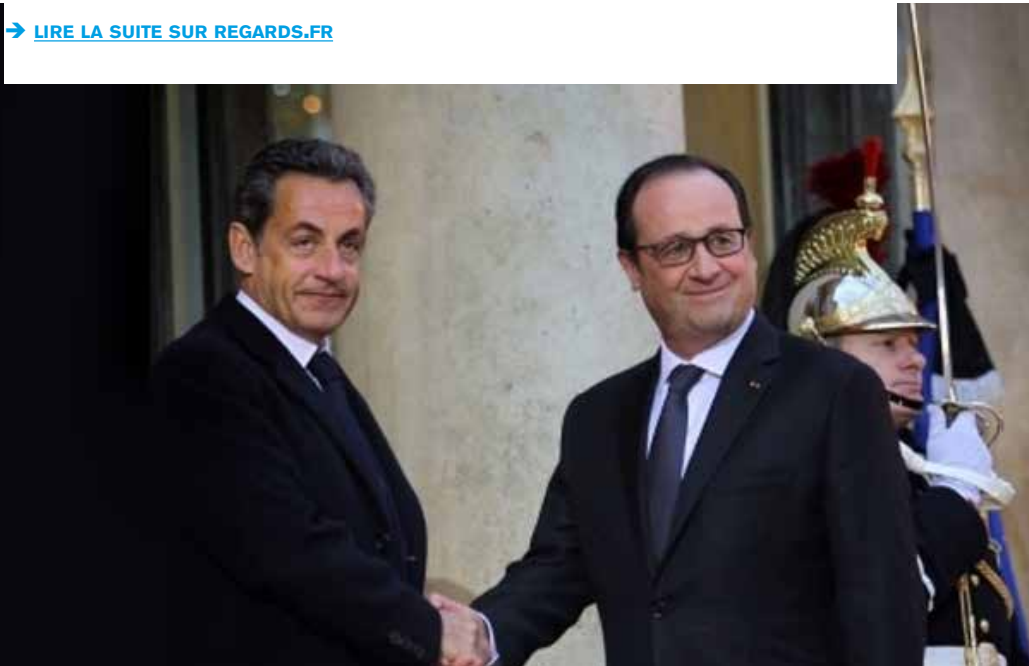
Unité populaire, oui. Unité des partis, non

La légitime émotion collective créée par l'attentat contre Charlie Hebdo ne doit pas être le prétexte d'un Patriot Act à la française. Elle doit aussi conduire à une lutte sans compromis contre les fondamentalismes qui prospèrent aujourd'hui.

L'effroyable massacre de la rédaction de Charlie Hebdo a suscité une intense émotion, un sentiment profond de dégoût contre un acte barbare. Spontanément des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, les déclarations ont été unanimes pour condamner ces assassinats, c'était bien le minimum.

Il n'y a pas lieu de douter de la sincérité de toutes celles et tous ceux qui se sont exprimés, mais au-delà de la sidération commune, commencent les divergences politiques. Dès ses premières déclarations, le président de la République a appelé à « l'unité nationale face à la barbarie ». Il n'en est pas question. Une union nationale des forces politiques supposerait un accord sur ce qu'il faut dire et faire après un tel événement. C'est évidemment impossible. [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](http://LIRE.LA.SUITE.SUR.REGARDS.FR)




Les raisons d'espérer de Clémentine Autain

Clémentine Autain mène une vie sur plusieurs fronts. Directrice de Regards, elle est élue de Sevran et porte-parole d'Ensemble. En plus, elle est la maman d'enfants petits, amoureuse des livres et des idées. De tout cela, elle a fait un livre étonnant. Différent. Elle s'en explique.

Ton nouveau livre « Nous avons raison d'espérer » ressemble à un carnet de bord, une chronique de tes expériences, réflexions, lectures des derniers mois. Pourquoi cette forme éclatée ?

La vie politique est aujourd'hui perçue comme un espace clôt sur lui-même. Les grandes idéologies ont failli, et singulièrement à gauche, et l'idée que la politique peut transformer positivement nos vies a pris du plomb dans l'aile. Les représentants politiques apparaissent enfermés dans leur monde et dépourvus d'intérêt véritable pour la société, sa

réalité et son avenir. De ce constat, j'en retire que l'un de nos défis est de redonner goût à la politique, au sens fort du terme. C'est elle qui façonne nos vies. Pour mener à bien cette entreprise, je crois qu'il faut trouver des manières nouvelles, différentes, de raconter le monde et notre projet. Partir du quotidien est une façon de redonner du concret, de la chair au récit politique. Alors qu'elle semble perchée dans le monde technocratique ou abstraitement idéologique, la politique est présente au bureau comme au supermarché, dans le métro ou dans nos amours. C'est une façon d'expliquer par le menu ce que le



Partir du quotidien est une façon de redonner du concret, de la chair au récit politique.

néolibéralisme, le consumérisme ou le sexisme produisent sur nos vies, et de tenter ainsi de susciter le désir de transformer cet ordre des choses injuste et aliénant. C'est aussi une façon de donner à voir ce qui, dans la société, résiste et invente, comme autant de points d'appui pour construire un autre monde. Le caractère fragmenté du livre part d'un autre constat : nous cherchons les voies pour articuler, dans un nouveau tout, les combats émancipateurs, c'est-à-dire la critique du capitalisme mais aussi du productivisme, de l'hétéro-sexisme, de toutes les formes de racismes ou du développement inégalitaire des territoires. Après les échecs des expériences de type soviétique et les impasses de la so-

cial-démocratie, nous cherchons la stratégie de transformation du XXI^e siècle. J'ai voulu écrire un livre sincère, qui ne raconte pas de salades mais porte des convictions, une cohérence, une stratégie et exprime aussi des doutes, qui sont utiles pour avancer. J'ai voulu montrer que nous sommes en chemin et que nous avons le devoir de réussir. Et pour y arriver, il faut espérer. Car nous nous mobilisons d'autant plus et mieux que nous sommes portés par une projection collective dans un avenir meilleur.

Mi livre politique, mi journal, parfois assez littéraire, ne crains-tu pas de déboussoler tes lecteurs ? A qui t'adresses-tu ?

Ce livre est une tentative pour s'adresser à d'autres publics que les militants aguerris, même si ce livre s'adresse aussi à eux. Nous avons à convaincre celles et ceux qui pensent comme nous ou pas loin de nous – et ils sont nombreux, je veux même croire qu'ils sont potentiellement majoritaires dans le pays - mais ne trouvent pas leur compte dans nos discours formatés, parfois datés ou répétitifs. Je n'ai pas peur de déboussoler car j'assume de prendre ce risque : mon angoisse profonde, c'est de ressasser les mêmes formules et de tomber sur les mêmes murs, ceux qui ne nous permettent pas de sortir des cercles de convaincus. Et je fais le pari que « mes » lecteurs, c'est-à-dire ceux qui me connaissent, retrouveront dans ce livre mes boussoles et ma quête d'autrement pour parler et faire de la politique.

Tu vas renoncer à faire des livres classiques, des essais ?

Non ! Sans doute le prochain sera-t-il plus classique...

En général, les dirigeants politiques de la gauche disent « nous ». Toi, ici, tu dis « je ». Que cherches-tu ? Nous faire rentrer dans ta vie quotidienne ? Créer un sentiment de proximité ?

Je crois cette forme très contemporaine. Dans les romans de notre époque, l'autofiction a le vent en poupe. Les réseaux sociaux porte aussi le sceau de ce récit personnel qui cherche à rencontrer l'histoire commune. Le lien entre le personnel et le politique est l'une des marques de fabrique féministe. Ainsi, à partir de nos quotidiens, nous avons inventé la critique du patriarcat et invité dans le débat public des questions enfermées dans la sphère dite privée. Je suis faite de ce bois-là.

J'emprunte ce va et vient entre l'individu et le collectif au féminisme car je suis convaincue que cette articulation entre le « je » et le « nous » est l'une des questions clés du moment et l'un des leviers pour que notre espace politique grandisse. Ce n'est pas un hasard si le slogan le plus arboré dans les mani-

Les possibilités pour la gauche de transformation sociale et écologique sont plus ouvertes qu'on ne le croit. Il nous faut travailler, chercher, fédérer, et surtout ne pas se résigner.

festations ces dernières années est : « je lutte des classes ». La subjectivité est aussi un moyen de faire passer un message plus authentique. La politique connue aujourd'hui pour sa langue de bois en a besoin.

Tu affirmes en titre « Nous avons raison d'espérer ». Quand on termine la lecture on se dit que tu as la foie du charbonnier : les raisons d'espérer ne sont pas si nombreuses... C'est ton côté volontariste ?

Je préfère les discours lucides aux promesses de grands soirs pour demain qui ne viennent pas. La période que nous traversons en France est difficile : la situation sociale, économique, environnementale, démocratique, morale, est préoccupante. La peur domine. Tout est au rouge. Et pourtant, notre gauche n'a pas la main. Les forces qui résistent

et inventent sont nombreuses dans le pays mais elles sont éclatées. Dans ce moment de grandes tensions, nous devons regarder les freins à notre percée comme les potentialités pour parvenir à percer. Même si les situations des pays sont différentes, les exemples de Syriza et de Podemos montrent que tout peut aller très vite. C'est pourquoi nous avons raison d'espérer. En réalité, nous en avons le devoir car sinon, pourquoi se mobiliser, militer ou voter ? Or, c'est bien la capacité du peuple à faire mouvement qui peut changer la donne. Il ne peut y arriver sans une part de détermination positive et de sentiment de participer à une bataille commune porteuse de mieux vivre.

Tu croques un air du temps. Tu le sens comment notre moment ?

Difficile. Ce qui est motivant voire enthousiasmant, c'est que les choses ne sont pas figées. Elles sont en tension. Les possibilités pour la gauche de transformation sociale et écologique sont plus ouvertes qu'on ne le croit. Il nous faut travailler, chercher, fédérer, et surtout ne pas se résigner.

Qu'as-tu lu récemment qui te donne envie d'avoir envie ? Qu'est-ce que tu écoutes en ce moment qui te fais chanter ?

Pas pleurer de Lydie Salvaire m'a bouleversée. Elle donne la rage de la liberté. Et, en ce moment, j'écoute en boucle Fauve : « la tête haute, un poing sur la table et l'autre en l'air ».

Dans le e-mensuel de Regards, c'est toi qui a eu l'idée de solliciter des amis avec le questionnaire de Proust. A ton tour, dis nous quelle est ton héroïne, ton héros dans la fiction ? Et dans la réalité ? Quel est ton principal défaut ? Ton auteur préféré ?

J'ai beaucoup de mal avec les héros et les héroïnes... Je ne fonctionne pas vraiment avec un modèle. Dans la fiction, je dirais Mary Poppins parce que sa joie

et son pouvoir magique qui nous porte au-delà du réel nourrissent mon imaginaire depuis l'enfance. Dans le réel, ce serait Hubertine Auclert parce que l'imaginer devant un parterre d'hommes dans un congrès du mouvement ouvrier au début du XXe siècle expliquant que les femmes doivent être les égales des hommes me donne la chair de poule.

Je ne sais pas dire mon principal défaut, j'hésite entre plusieurs, mais celui qui me pourrit la vie, c'est la distraction. Mon auteur préféré, c'est une torture comme question... Sans doute Dostoïevski. ● PROPOS RECEUILLIS PAR

CATHERINE TRICOT



L'ONDE GRECQUE

Le changement en Grèce : c'est parti !

Dès les premiers jours de son mandat, le gouvernement Tsipras a pris des mesures pour faire face à l'urgence sociale dans laquelle les Grecs se trouvaient. Une crise humanitaire réelle à laquelle il fallait répondre très vite pour rétablir la dignité des Grecs.



Rétablissement de l'électricité pour 300 000 familles qui en étaient privées, faute de moyen.

La mort d'une femme tétraplégique sous assistance respiratoire l'été dernier avait indigné l'opinion publique. Elle avait été privée d'électricité pour quelques centaines d'euro impayés.



Hausse du salaire minimum à 751 euros (son niveau avant la crise) et sans distinction d'âge.

Il était à 427 € pour les jeunes, 586 € pour les autres. Une mesure phare pour relancer le pouvoir d'achat et la croissance.



Rétablissement du treizième mois de retraite et le redressement des retraites complémentaires, hausse des retraites les plus pauvres.



Réintégration des femmes de ménage de l'administration des finances. Leur lutte suite à

leur licenciement était devenue un symbole depuis des mois. Ce revirement politique devrait également bénéficier à tous les fonctionnaires dont le licenciement est contraire à la constitution grecque.¹





Rétablissement des postes d'enseignants supprimés dans


les lycées professionnels, retour des gardiens scolaires, démocratisation de l'accès à l'Université, réintégration des personnels administratifs des universités mis en disponibilité, ce qui avait provoqué une grève de plusieurs mois dans les universités.


1. La fonction publique grecque compte aujourd'hui 600 000 agents soit 200 000 en moins qu'il y a quatre ans.



 Suppression de la taxe de 1 euro sur les ordonnances de santé. Suppression du droit d'entrée de 5 euros pour les soins à l'hôpital. Plus d'un quart des Grecs ne bénéficiaient plus de couverture sociale soit trois millions de Grecs. Les conséquences des politiques d'austérité sur la santé des Grecs ont été dramatiques : retour de la tuberculose et de la malaria, l'explosion du taux de mortalité infantile, la hausse du nombre d'infections par le VIH...

 Arrêt de la privatisation du port du Pirée, du port de Thessalonique. Cosco, une entreprise chinoise était en train de s'étendre son emprise sur les ports du Pirée et de Thessalonique en obtenant peu à peu des concessions de terminaux plus en plus importants. Le port est géré par l'Autorité du Port d'Athènes, une entreprise publique grecque qui compte 1100 salariés. Konstantinos Georges Soros, secrétaire général du syndicat des dockers, salue cette « excellente nouvelle » et demande à l'état

 Arrêt de la privatisation de la compagnie d'électricité DEI, équivalent grec d'EDF. Cette entreprise alimente les deux tiers des foyers grecs.

 Instauration du droit du sol : la nationalité grecque est maintenant automatique pour les enfants d'immigrés nés en Grèce.

Ces mesures avaient été portées par Syriza pendant la campagne électorale. Il semble donc qu'il est possible d'établir un programme et de le respecter.

À suivre... ● ALINE PÉNITOT

La stratégie économique de Tsipras face à l'Europe

Le nouveau ministre des Finances grec Yanis Varoufakis s'est lancé dans une tournée des capitales européennes pour tenter de les convaincre d'accepter un allègement de la dette du pays. Quels sont ses leviers, et a-t-il la moindre chance d'arriver à ses fins ?

Après des premiers jours marqués par une entrée en force sur la scène médiatique et politique européenne, les nouveaux dirigeants grecs se trouvent au pied du mur, tout en espérant ne pas l'être à ceux de leurs interlocuteurs. Comment évaluer leurs marges de manœuvre ? Réponse en six questions.

QUELLE EST LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA GRÈCE ?

Les cinq années de cure d'austérité ont été non seulement désastreuses pour la croissance (le PIB a fondu de 25% et le taux de chômage a triplé), mais aussi contreproductives pour les finances

publiques : la dette publique représente désormais 174% du PIB, contre 113% en 2010. Lors de la restructuration de mars 2012, les créanciers privés avaient accepté une décote de 50% à 75%, ce qui a permis d'effacer 100 milliards d'euros d'obligations. La Grèce doit donc aujourd'hui un total de 320 milliards d'euros à ses créanciers, dont 9 milliards à rembourser cette année au FMI, 6,7 milliards à la BCE ainsi que 15 milliards aux banques grecques. Or les caisses de l'État sont quasiment vides. Que propose le nouveau gouvernement pour réduire le fardeau de la dette ? Deux choses : d'un part, de remplacer

les prêts accordés par les partenaires européens par des obligations indexées sur la croissance : plus le PIB de la Grèce progresse, plus le taux d'intérêt du prêt serait élevé. Comme l'explique Romaric Godin dans La Tribune, il s'agit « d'inverser les priorités par rapport au programme de 2012 : on ne fait pas passer la capacité de remboursement de la dette avant la croissance, on adapte cette capacité à la croissance ». D'autre part, de remplacer les obligations détenues par la BCE par des obligations "perpétuelles". Ces dernières ne sont jamais remboursées, mais continuent de produire des intérêts indéfiniment. La BCE pourrait donc aisément les revendre à des investisseurs cherchant des placements de long terme.

N'EST-CE PAS UNE DEMANDE MOINS AMBITIEUSE QUE PRÉVU ?

Si. Durant sa campagne électorale, Alexis Tsipras promettait d'exiger l'annulation de la moitié de la dette. En édulcorant sa demande, il tente de rassurer les États européens, puisqu'une simple restructuration ne les obligerait théoriquement pas à inscrire de pertes aux budgets nationaux, et serait donc plus facile à faire passer politiquement auprès des contribuables. Il n'empêche que ce réaménagement serait quand même bénéfique à l'État grec, qui dégagerait ainsi des moyens pour investir dans le pays.

Mais encore faudrait-il, pour pouvoir remonter la pente, qu'Athènes obtienne

que ses futurs emprunts auprès des Européens ne soient plus du tout assortis des mêmes conditions de réformes structurelles et de rigueur budgétaire qui ont plongé le pays dans la récession et la déflation. Or pour le moment, Varoufakis a confié au Financial Times lundi qu'il a plutôt l'intention de continuer de dégager un excédent budgétaire primaire, même si cela implique de renoncer à des dépenses publiques promises lors de la campagne de Syriza. Certes, le gouvernement compte sur son programme de lutte contre la fraude fiscale des riches pour remplir les caisses de l'État, mais ceci ne suffira pas.

LA GRÈCE PEUT-ELLE OBTENIR GAIN DE CAUSE ?

Le gouvernement a en tout cas réussi un joli tour de force en annonçant vendredi qu'il ne discutait plus avec la Troïka et qu'il ne voulait pas de la dernière tranche d'aide de 7 milliards d'euros qui devait être versée à la fin du mois. « Pour la première fois vous avez un gouvernement qui dit : "Nous ne vivons pas pour la prochaine tranche, comme un drogué qui attend sa prochaine dose" », lance Varoufakis dans un entretien au Monde. La stratégie est audacieuse : théoriquement, dès lors qu'Athènes ne respecte plus les conditions de la Troïka, la BCE est censée couper l'accès des banques grecques au programme ELA d'aide à la liquidité d'urgence. Or ceci reviendrait très exactement à faire sortir la Grèce de la zone euro. Faute de liquidités dans les banques, le gouvernement

serait en effet contraint de réarmer sa banque centrale nationale et d'imprimer sa propre monnaie pour empêcher un effondrement bancaire national.

Le gouvernement grec transfère ainsi habilement à la BCE la responsabilité d'éviter l'éclatement de la zone euro par la prolongation du programme ELA, et incite ses partenaires européens à engager des négociations sur de nouvelles bases : « La bonne stratégie pour Sisyphe est d'arrêter de pousser son rocher, pas de le monter en haut de la colline, explique Varoufakis au Monde. Nous voulons discuter avec nos partenaires pour être sûrs que, quand on empruntera de nouveau, ce sera dans le cadre d'un plan durable. Il est possible de le mettre en place en quelques mois. »

L'ALLEMAGNE VA-T-ELLE ACCEPTER UNE RESTRUCTU- RATION ?

C'est la grande inconnue de l'équation. Syriza voit dans l'essor de Podemos en Espagne et dans les mesures de « quantitative easing » décidées récemment par le président de la BCE Mario Draghi les signes d'un mouvement général de rejet de l'austérité en Europe qui isole l'Allemagne. De plus, Tsipras a revu ses ambitions à la baisse précisément dans l'espoir d'amadouer Berlin. Mais juste avant les élections, Angela Merkel et son ministre des Finances Wolfgang Schäuble ont fait savoir que si la Grèce tentait déchoquer, même partiellement,

au remboursement de sa dette, ils n'auraient pas de scrupules à la laisser quitter la zone euro.

Il y a malheureusement des raisons de penser qu'ils ne bluffent pas. D'une part, l'Allemagne est viscéralement attachée au respect des principes de discipline budgétaire qu'elle a fait graver dans le marbre des traités européens. Même si le montant de la dette grecque est en fait relativement insignifiant et que son effacement ne générerait pas des pertes insurmontables, l'Allemagne ne veut surtout pas envoyer aux autres pays en difficulté le message qu'il est admissible de déroger à l'orthodoxie budgétaire. Deuxièmement, la « haircut » de 2012 a eu pour conséquence de transmettre le plus gros des titres grecs aux mains des créanciers publics. L'UE, le Mécanisme européen de stabilité (MES), le FMI et la BCE détiennent en effet 254 milliards d'euros, contre 44 pour le secteur privé. Autrement dit, un « Grexit » ne représente plus un risque systémique pour les banques européennes.

C'est pourquoi Merkel et Schäuble « jugent supportable une sortie du pays de la monnaie unique en raison des progrès accomplis par la zone euro depuis le sommet de la crise en 2012 », assurait le Spiegel début janvier. L'Allemagne pourrait donc se montrer inflexible jusqu'au bout, en pariant sur le fait qu'Alexis Tsipras, qui répète depuis deux ans qu'il s'oppose à toute sortie de l'euro, finira par rentrer dans le rang. Il ne lui resterait plus alors qu'à renoncer

à une véritable restructuration et à poursuivre les «réformes structurelles» engagées par ses prédécesseurs.

LA GRÈCE A-T-ELLE UN PLAN B ?

Si l'UE refuse de lui accorder un nouveau prêt dans de bonnes conditions, la Grèce pourrait-elle chercher de l'argent ailleurs pour éviter le défaut de paiement ? Certains commentateurs évoquent un possible recours à la banque de développement que les cinq grands pays émergents, (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont créée en juillet dernier. Athènes pourrait-elle toquer à la porte de cette nouvelle institution ? A priori, cette dernière n'en a ni les moyens, ni la vocation. Son capital initial s'élève à 50 milliards de dollars – soit plus de quatre fois moins que celui de la Banque mondiale. Et elle a pour objectif de financer de grands projets d'infrastructures dans les cinq pays concernés.

Cependant, le ministre russe des Finances, Anton Silouanov, avait déclaré jeudi dernier que la Russie envisagerait d'accorder une aide financière à la Grèce si celle-ci lui en faisait la demande. Après tout, le parti souverainiste ANEL qui est au gouvernement avec Syriza est pro-russe, tout comme le ministre Syriza des affaires étrangères, Nikos Kotzias. Alexis Tsipras est allé rendre visite, dès son premier jour aux affaires, à l'ambassadeur russe et surtout il a menacé de mettre son veto aux sanctions européennes contre la Russie. Cependant, le précédent chypriote n'est guère encoura-



geant. Nicosie avait demandé en vain de l'aide aux Russes pour éviter un plan de sauvetage européen, et pourtant c'était avant la chute du prix du brut qui affaiblit aujourd'hui la Russie.

Surtout, il est douteux que la Russie puisse avancer les sommes nécessaires en cas de réelle crise. Lors des élections grecques de juin 2012, la BCE avait dû concéder jusqu'à 135 milliards d'euros d'aide aux banques grecques via le dispositif ELA. Autrement dit, la Russie pourrait allonger un prêt symbolique, mais seule la BCE a la force de frappe suffisante pour faire face à une crise de liquidité des banques grecques. Dans ces conditions, il est certainement plus prudent de ne pas braquer l'UE en se jetant dans les bras de la Russie. Tsipras a en tout cas exclu lundi de se tourner vers Moscou pour le moment.

● **LAURA RAIM**

Mais avec qui donc Syriza a-t-il donc fait alliance ?

A l'issue du scrutin du 25 janvier, Syriza avec 36,34% a obtenu 149 députés à la Vouli, le parlement grec. Cet excellent résultat ne lui a cependant pas permis d'obtenir la majorité absolue de 151. C'est dans ces conditions qu'un accord a été passé avec l'Anel dès le 26 janvier. Retour sur les raisons d'un choix inattendu pour le lecteur français

L'ANEL UN PARTI DE DROITE NATIONALISTE

Le parti des Grecs Indépendants, Anel, n'apparaît pas comme l'allié le plus naturel pour un gouvernement de la gauche radicale. Issu d'une scission en 2012 de la Nouvelle Démocratie (le parti d'Antonis Samaras), l'Anel est une organisation très clairement à droite. Très critique vis à vis de la construction européenne, leur élu européen à Bruxelles siège au sein du groupe des Conservateurs européens au côté des conservateurs anglais. Ce parti peut donc être

caractérisé de souverainiste ou national-populiste : opposé au mémorandum et à la politique de la troïka, c'est aussi une formation politique très hostile à l'immigration, rejetant le multiculturalisme et qui souhaite le maintien de l'emprise de la très puissante Eglise orthodoxe de Grèce sur le pays. Ce parti est une sorte d'équivalent de Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan. Dans une interview à Famille Chrétienne, celui a d'ailleurs déclaré au sujet de l'Anel : c'est« un courant souverainiste fondé par mon ami Kammenos ». En perte de

vitesse, les Grecs Indépendants ont obtenu 10,6% en mai 2012, 7,5% en juin¹ 2012, et seulement 4,8% et 13 députés en juin 2015.

Dans le cadre de l'accord avec Syriza, les Grecs Indépendants ont reçu le portefeuille du ministère de la défense pour leur chef, Panos Kammenos. Celui-ci est connu pour ses outrances langagières comme, par exemple, lorsqu'il déclare que l'Europe est « gouvernée par des néo-nazis allemands ». Le Monde qui mène une belle campagne anti Tsipras depuis des mois s'est aussi fait l'écho d'accusation d'affairisme. L'homme n'a pour l'instant jamais été poursuivi pour cela.

QUEL AUTRE PARTENAIRE ?

Outre Syriza et l'Anel, cinq autres partis ont obtenu des députés à la Vouli. Tout accord étant impossible avec les néo-nazis d'Aube Dorée ou avec la Nouvelle Démocratie du premier ministre sortant, Samaras, trois autres partis pouvaient apparaître comme les partenaires possibles d'une alliance avec Syriza : le KKE, le parti communiste (15 députés), les socialistes du Pasok (13 députés), et To Potami, une formation de centre gauche (17 députés).

Le Pasok est désormais l'ombre de lui même. Qu'on en juge, partie hégémonique à gauche pendant des décennies, son plus mauvais score dans la période 1981-2009 était de 38,1% ! Alors qu'il

avait obtenu 43,9% en 2009, il réalise en 2015, 4,7%. Le président du Pasok, Evangelios Venizelos, avait certes indiqué être prêt à parler avec Alexis Tsipras. Mais le discrédit complet de ce parti et le fait qu'il ait imposé et soutenu toute la politique de la troïka, rendait tout accord impossible.

Le KKE a toujours été exclu un accord avec Syriza. Depuis les élections européennes de 2014, le Parti Communiste Grec ne siège plus au groupe GUE/NGL au parlement européen, accusé d'être un outil au service de la commission européenne. Pendant la campagne électorale, le KKE a fait de Syriza un « ennemi de classe » à combattre et son secrétaire général, Dimitris Koutsoumbas, a estimé que la victoire de Syriza était le fruit de « faux espoirs ».

Restait donc le cas To Potami. nouveau parti sur l'échiquier politique grec (il n'a été fondé qu'en mars 2014). Il est composé principalement de déçus du Pasok et se positionne comme un parti de centre gauche pro-européen. Le principal dirigeant de cette formation, Stavros Theodorakis, avait déclaré qu'il était disponible à une alliance pour un gouvernement dirigé par Alexis Tsipras (il était aussi prêt à travailler avec Samaras). Mais il avait posé une condition : la Grèce doit remplir ses engagements vis-à-vis des créanciers de la BCE, du FMI et de l'UE et rester impérativement dans la zone euro. Si le dernier point, rester dans l'euro, est la position officielle de Syriza, les autres exigences

1. Les élections de Mai 2012 n'ayant pas permis de former un gouvernement de nouvelles élections ont été convoquées en juin



étaient la négation complète de ce qui a été le cœur de la campagne d'Alexis Tsipras. Bref à peine élue, la coalition de la gauche radicale aurait dû abandonner son programme pour continuer à mener la politique de la troïka.

ÉTAIT-IL POSSIBLE DE SE PASSER D'UN ACCORD ?

Dans ces conditions, une alliance avec le parti des Grecs Indépendants était la seule solution pour disposer d'une majorité absolue au parlement grec.

Reste une hypothèse évoquée au sein même de Syriza, celle de ne pas chercher d'alliés et de parier qu'il se trouverait au moins deux députés à la Vouli pour voter la confiance à un gouvernement Tsipras. C'est la position défendue par la Gauche Ouvrière Internationaliste (DEA), l'une des formations fondatrices de Syriza de sensibilité trotskyste. Dans une déclaration du 27 janvier, le DEA affirme à propos de l'alliance avec l'Anel : « Ce n'était pas la réponse obligatoire liée aux résultats des élections et à la si-

tuation qui en découlait. En effet, existait le chemin consistant à réclamer un vote de «tolérance» par le Parlement [individuellement 151 députés ou plus pouvaient exprimer un vote de confiance au gouvernement Tsipras] sur la base des engagements de Thessalonique (du 14 septembre 2014) ainsi que du programme du Congrès fondateur de SYRIZA. »

Pour éviter toute incertitude, la direction de Syriza a fait le choix de faire vite, de nouer une alliance avec les Grecs Indépendants pour désigner tout de suite un gouvernement. La détermination montrée depuis deux semaines à respecter le programme de campagne et à établir un rapport de force avec la Commission européenne est évidente. Le quotidien Les Echos toujours attentifs aux intérêts économiques a d'ailleurs tout de suite titré, « Syriza : le choix d'Anel comme partenaire est celui qui envoie le plus mauvais signal aux marchés » ([à lire ici](#)). C'est déjà un bon début

● GUILLAUME LIÉGARD

Un Syriza à la française est-il possible ?

La victoire de Syriza, les premiers pas du gouvernement Tsipras ont soulevé un espoir qui dépasse les frontières grecques. Pour la première fois, un parti authentiquement de gauche a remporté les élections dans un pays de la zone euro. Cette coalition de dizaines de formations de gauche devenue récemment un parti fera-t-elle école ?

DES MARGES DE MANŒUVRES, IL Y EN A !

Le site de La Tribune, peu suspect de sponsoriser Syriza, vient de publier un article ([ici](#)) au titre limpide : « Pourquoi la Grèce est déjà en position de force ». Le quotidien économique ajoute « En tuant la troïka et en refusant les 7 milliards d'euros du programme, Athènes a renversé le rapport de force ». Le nouveau gouvernement de la Grèce a donc obtenu en moins de deux semaines des avancées substantielles. Bien sûr, c'est dans la durée qu'il faudra juger la politique d'Alexis Tsipras et la BCE s'est livrée, depuis, à un coup d'Etat financier en décrétant la fin de lignes de finance-

ment des banques grecques qu'elle acceptait depuis 2010. Mais, déjà, éclate au grand jour que des marges politiques existent pour mener une politique de rupture. Le contraste avec l'immobilisme et l'absence de vision du gouvernement Valls-Hollande est saisissant. Comment expliquer qu'un petit pays comme la Grèce, 2,3% du PIB de la zone euro, aurait plus d'espace politique que la France, deuxième économie de la zone euro (19,7% du PIB de la zone euro en 2013) ? Evidemment, cela ne tient pas et apparaît au grand jour que le principal problème ce ne sont pas les contraintes économiques mais bien la volonté politique.

En France, nombreux sont ceux qui aspirent à une autre politique mais qui victime de la doxa libérale et du rouleau compresseur médiatique pensent qu'elle n'est pas praticable. En montrant qu'une autre politique est possible l'exemple grec permet de lever la chape de plomb qui pèse sur le développement d'une alternative vraiment à gauche.

DEUX OMBRES MAJEURES

L'absence de mobilisations de grande ampleur est parmi les obstacles sur la route d'une force radicale en France. La Grèce, devant la violence des attaques, a connu une phase d'agitation populaire extrêmement puissante. Grèves générales à répétition, mouvements d'occupation des places dans les villes, des centaines de milliers de grecs ont participé à la résistance aux politiques de la Troïka. L'exemple espagnol qui voit le développement impétueux de Podémos à la suite du très fort mouvement des Indignés rappelle qu'il n'y a pas de solution politique pour la gauche anti-austérité sans mouvement de masse. Celui-ci est encore bien faible en France.

La seconde difficulté réside dans la dimension anti-système qu'incarnent tant Syriza que Podemos. Face à des systèmes politiques où la corruption, les petits arrangements entre amis gangrènent la démocratie et sont un frein à la volonté populaire, ces deux partis (malgré leurs différences) ont su incarner le renouveau et la rupture avec

l'ordre ancien. Pour des raisons qui sont propres à la France, cette dimension anti-système a, jusqu'à maintenant, été captée par le Front National. La force de Syriza dans la dernière période est d'avoir fait basculer dans son camp un électorat qui lui avait toujours été hostile, y compris venant de la droite (par exemple cet article : « anciens électeurs de droite, ils vont voter pour Syriza », ici). Le pari de Marine Le Pen est inverse, elle pense qu'elle peut faire basculer vers le FN des pans de l'électorat de gauche, c'est la principale raison de sa déclaration : « Oui, nous souhaitons la victoire de Syriza ». Il y a donc une course de vitesse engagée avec le Front National, mais l'exemple grec montre qu'il n'y a pas de fatalité à ce que ce soit des politiques rétrogrades, xénophobes, pariant sur le repli qui l'emportent.

QUELLES DÉFINITIONS PROGRAMMATIQUES ?

Il y a peu, Jean-Marie Le Guen déclarait que Syriza et Tsipras sont plus proches de François Hollande que de Jean-Luc Mélenchon. Il fallait oser. Syriza est en effet l'acronyme de Synaspismós Rizospastikis Aristerás qui signifie « coalition de la gauche radicale ». Surtout, lors du congrès fondateur de juillet 2013 le texte programmatique adopté affirme que « le but stratégique est le socialisme » défini comme la « socialisation des moyens de production » et la « démocratie la plus large ». Ajoutons que dans ce même texte les références intel-



lectuelles sont le « marxisme et la pensée critique contemporaine ». Même en tirant très fort la couverture, difficile de saisir la proximité idéologique avec Macron, Valls et même Aubry.

A tout point de vue, la situation politique française est substantiellement différente du cas grec. Il ne s'agit donc pas de procéder par mimétisme aveugle car l'organisation du champ politique est le produit de l'histoire singulière de chaque pays. En Espagne, Podemos suit sur, le terrain programmatique, une voie très différente qui n'est pas toujours radicale.

Mais le point commun entre les deux mouvements tourne autour du combat contre les politiques austéritaires menées depuis 2008. Ces politiques n'ont pas eu seulement un coût social et humain exorbitant, elles ont du point de vue même des équilibres budgétaires complètement échoué : la dette ne cesse d'augmenter, la récession s'aggrave et la déflation menace. Seule une vision libérale, complètement idéologique, peut amener à poursuivre une telle politique. Envers et contre tout, c'est le credo des gouvernements Merkel et Hollande.

ET AVEC QUI ?

Une tribune dans Libération appelle « Du NPA aux frondeurs en passant par le Front de gauche, les écologistes et Nouvelle Donne, ceux et celles qui prétendent structurer un front social et politique alternatif doivent se mettre en ordre de marche » (ici). Le spectre, ainsi défini, recoupe l'ensemble des organisations de gauche qui refusent de participer au gouvernement. A cette étape, nous n'en sommes par encore tout à fait là. Le congrès du NPA qui s'est tenu fin janvier a notamment voté majoritairement une motion qui couvre toute la séquence électorale jusqu'en 2017 et qui indique : « nous rejetons la possibilité d'accords programmatiques et électoraux avec le Front de gauche et ses composantes ».

Mais il faut aussi noter que toutes les autres forces appelaient au meeting de soutien à Syriza du 19 janvier, ainsi que la principale minorité du NPA. L'ensemble du Front de gauche, EELV, Nouvelle Donne, des syndicalistes, des intellectuels sont à l'initiative d'un appel intitulé « Les chantiers de l'espoir » (site officiel : chantierdespoir). C'est

un premier pas qui marque une prise de conscience des responsabilités qui sont celles d'une autre gauche.

Il est encore trop tôt pour apprécier la dynamique que va prendre cet appel. De premières initiatives vont être prises tout au long du mois de février. La capacité à rassembler au-delà des courants et militants habituels est l'enjeu majeur pour créer un souffle nouveau. Gageons, aussi, que l'existence d'un tel mouvement sera un encouragement pour les mobilisations de toutes sortes. La réussite d'une convergence à la gauche du Parti Socialiste n'a rien d'assuré. Des obstacles nombreux existent mais le climat est en train de changer. Ce que montre la victoire de Syriza, c'est qu'il n'y a pas de fatalité, qu'il est possible d'affronter la politique européenne et qu'on peut faire bouger les murs. La poussée de Podemos devrait apparaître au grand jour avec les élections régionales au printemps puis les élections nationales en décembre 2015. Nul doute que la situation espagnole viendra nourrir en retour toute la gauche radicale européenne.

● GUILLAUME LIÉGARD

Marine Le Pen ou la stratégie attrape-tout

Marine Le Pen a ostensiblement souhaité la victoire de Syriza. Grain de folie ? Coup de pied de l'âne ? Non : stratégie cohérente. La patronne du FN est de droite, mais elle n'a pas besoin de le dire. Elle est avant tout « antisystème ». Et elle l'est de façon si cohérente qu'elle peut se prétendre la convergence de tous les refus.

À ceux que le cours actuel de l'Union européenne indispose, elle dit : vous avez raison, mais si vous voulez être cohérents avec vous-mêmes, allez jusqu'au bout. Débarrassez-vous du carcan de l'Union, sortez de l'euro, rétablissez tous les attributs de la souveraineté nationale et enracinez l'e cadre européen dans la stricte logique d'une Europe des États.

À ceux qui, se voulant une gauche pleinement « populaire », affirment qu'il faut écouter le peuple de la « périphérie », le peuple de ceux qui, délaissés par les élites, ne se sentent plus « chez eux », elle dit : vous avez raison, mais soyez cohérents avec vous-mêmes. On ne peut pas donner à tous, donc donnons à ceux « de chez nous ». Contenons drastiquement les flux migratoires et cantonnons les « minorités », en les met-

tant à leur place naturelle, c'est-à-dire subalterne.

À ceux qui, à droite, épousent la thèse de la guerre des civilisations et craignent le désordre interne dans un monde déstabilisé, elle dit : vous avez raison, mais soyez cohérents avec vous-mêmes. Une guerre se gagne avec les moyens de la guerre. Dans une guerre, il y a des ennemis et des « cinquièmes colonnes ». Où sont les suspects potentiels ? Là où étaient hier les terres rouges, dans les banlieues. Dans l'enthousiasme des années 1920, les communistes voyaient dans la banlieue la « ceinture rouge » qui allait enserrer, jusqu'à l'étouffer, la capitale de la bourgeoisie. Aujourd'hui, ceinturons la ceinture, avec les forces saines de la périphérie.

Que faire face à cette stratégie ? Finasser, se dire que le FN « pose les bonnes questions », se placer sur son terrain ? Sûrement pas. Le FN se dit « antisystème » ? Mais où y a-t-il système, sinon dans ce modèle social d'exploitation et de domination qui conjugue la concurrence et la gouvernance ? Qu'en dit le FN ? Il n'est plus ultralibéral économiquement, mais est-il post-capitaliste



économiquement et démocrate politiquement ? Le FN se dit du côté du peuple. Mais comment peut-on se dire du côté du peuple et s'attacher d'abord à le diviser ? Comment peut-on porter l'exigence de la dignité populaire et tourner le dos au commun et à la solidarité ? Comment peut-on vouloir la concorde nationale et attiser l'esprit de guerre, au risque d'une guerre civile de fait ? Comment, sinon par la spirale interminable du sécuritaire d'État et du

terrorisme de désespérés ?

Le FN ne pose pas les bonnes questions et ne donne pas les bonnes réponses. Sortir de la logique de l'état de guerre, tourner le dos à l'obsession identitaire, unir le peuple, tout le peuple, dans la construction partagé d'un projet d'émancipation et de dignité : il n'y a pas d'autre voie. À gauche, bien à gauche, le plus à gauche possible.

C'est ainsi que l'extrême droite perdra son oxygène. ● ROGER MARTELLI

Pour 2017, Valls a mis le temps

Il a beau affirmer le contraire, Manuel Valls n'arrête pas de se positionner en candidat idéal pour 2017. Son principal obstacle : François Hollande. Sa stratégie : l'attente. Rien de tel que de rester dans son sillage, de le laisser encaisser les coups, de guetter le moment de lui voler la vedette. L'ambitieux va-t-il réussir?

Et si, pour 2017, le PS envoyait Valls ? Si Hollande lui cédait la place ? Il y a peu l'hypothèse ressemblait à un sauve-qui-peut. Hollande semblait dans les tréfonds des sondages et seul la figure vallsienne paraissait surnager dans le désastre. Quel paradoxe ! Hollande boudé par ses électeurs pour cause de grande déception, voire de trahison, était doublé par son très droitier premier ministre. Les apprentis sorciers, Montebourg et Hamon, qui avaient tant voulu sa nomination pour mieux le faire chuter, n'ont plus que leurs yeux pour pleurer.

La nouvelle séquence politique ouverte par les attentats dans Paris, rebat les cartes. De façon paradoxale. Hollande retrouve un peu d'air. Lui, si moqué, paraît enfin être dans son rôle. Mais Valls s'impose à ses côtés. On doit à

Hollande la marche des dirigeants internationaux, mais Manuel Valls a conforté sa stature de chef. Profitant du moment d'union nationale, le Premier ministre a su marquer la période par un discours de fermeté et de rassemblement. Il a reçu des députés une acclamation debout. Tous ne l'ont sans doute pas fait de bon cœur, mais tous ont dû le faire. Et c'est sa victoire. Hollande, lui, reste leader dans la discipline où il excelle : la commémoration et les hommages. Face au Président du deuil, Valls s'offre la légitimité de l'action. Inédit.

Sa chance, il a su la saisir : déplacer le débat de l'inversion de la courbe vers le retour de l'autorité républicaine. Valls s'affirme comme un homme d'Etat en imposant sa ligne social-libérale. Il défend la loi Macron et structure le débat

en parlant «d'apartheid ». Il s'en va en Chine répéter son crédo et dès son retour se tient au coté des policiers. Valls est un homme de communication. Il joue des symboles et construit son image sur deux pieds : libéralisme économique et autorité de l'Etat. Il joue aux limites de la gauche. Et il l'assume. N'est-il pas depuis plus de dix ans le trublion qui veut que le PS renonce à ses références socialistes. L'homme n'est pas qu'un ambitieux : il est aussi un convaincu opiniâtre.

Il construit ses soutiens. A défaut d'être nombreux en France, Valls les recherche en Europe. Matteo Renzi est de ceux là. Chantre du social-libéralisme à l'italienne, il voit en Manuel Valls le partenaire idéal. Les deux hommes sont de véritables sosies politiques. Même ligne, même brutalité politique. Pour le Premier ministre français, la réussite de son homologue italien tient à son parlé vrai, «il dit la vérité aux Italiens». En septembre dernier, Valls lançait à Renzi : «J'ai besoin de vous et de votre joie pour redonner l'espoir à la gauche française.»

L'ascension de Valls sera-t-elle résistible ? Hollande n'a bien sur pas dit son dernier mot. Il est évidemment le plus légitime pour défendre son bilan. S'il n'était pas en mesure de le faire les chances de tout autre candidat socialiste serait ridicule. Mais deux ans, c'est long... Il peut s'en passer bien des choses. Au sein du PS il n'a guère d'alliés... mais guère d'opposants solides.

La gauche du PS paraît tétanisée. Il faut dire qu'elle doit revoir ses calculs initiaux qui anticipaient un rapide échec. Une telle erreur trahit une certaine faiblesse politique, stratégique, intellectuelle. Et Valls le sait.

Pour l'heure, tous les sondages le poussent à vouloir conquérir l'Elysée. A plus de deux ans du scrutin, alors que Marine Le Pen semble installée en pole position, Valls serait le meilleur, PS

Au sein du PS il n'a guère d'alliés... mais guère d'opposants solides. La gauche du PS paraît tétanisée. Il faut dire qu'elle doit revoir ses calculs initiaux qui anticipaient un rapide échec.

et UMP confondu, pour la battre au second tour. Il serait le candidat de l'union nationale dite républicaine, en quelque sorte... Il installe l'image du chef de guerre anti FN en ne ménageant pas ses efforts dans le Doubs pour ne pas céder le siège de Moscovici à l'extrême-droite. Développant un discours sur le devoir citoyen d'aller voter, mais aussi sur la laïcité, la sécurité, le respect des valeurs de la République, Valls se fait



le porte-parole de la République. Et l'UMP, totalement déboussolée, lui fait le cadeau de l'installer dans le rôle en lui laissant le discours du front républicain. Donc, Valls y croit. Même s'il claironne l'inverse, ses actes et ses discours commencent pourtant à le trahir. Il sait bien que c'est trop tôt. Il entend tirer le profit maximum de la période, de la posture d'autorité. Alors, afin d'éviter toute impression de rivalité entre lui et Hollande, le Premier ministre insiste sur sa loyauté sans faille: «Si je commence à rentrer dans ce questionnement [...] je perdrai et l'équilibre et la qualité de la relation avec

le président de la République. [...] Je ne peux pas être sur un autre chemin que François Hollande». On peut se demander lequel des deux indique le tracé de ce chemin ? Et de quel équilibre parle Manuel Valls ? Celui où Hollande est si mal-aimé que Valls en ressort grandit ? Alors en attendant son heure, Valls se fait «Premier ministre fort». Et impose ses thématiques au débat public. Ses amis de toujours, le soit disant expert en criminologie Bauer, et le député Malek Bouthi s'occupent de saturer l'espace médiatique. Une mécanique est en route. ● CATHERINE TRICOT

L'obsession identitaire

À propos d'un livre de Laurent Bouvet

Le politiste Laurent Bouvet publie un livre qui met l'accent sur « l'insécurité culturelle » et veut éviter à la gauche le « piège identitaire ». En réalité, il lui fait courir le risque de s'abîmer dans la double obsession du sécuritaire et de l'identitaire.

Laurent Bouvet est un chercheur en science politique. Il a fait partie des promoteurs du courant socialisant de la «Gauche populaire», constitué en riposte à la publication du rapport du think tank Terra Nova, au printemps 2011 (Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?). Au début de 2013, il s'est séparé des «politiques» de ce courant de pensée, Laurent Baumel, Philippe Doucet et François Kalfon. Mais avec l'insécurité culturelle. Sortir du malaise identitaire français, il poursuit sa démarche intellectuelle [1], la seule à même, explique-t-il, de regagner la confiance des catégories populaires et de contrer la montée du Front national.

SIGNIFICATION D'UN CONCEPT

Qu'entend-il par « insécurité culturelle » ? Au départ sont les phénomènes bien connus de la désaffection des catégories populaires à l'égard de la gauche et de la montée continue du Front national. Bouvet insiste sur le versant idéologique et culturel des nouvelles «fractures». Selon lui, les thématiques de l'économie et du social, qui ont porté la gauche historique pendant deux siècles, ont laissé la place aux problématiques de l'identité, soutenues par le sentiment diffus que « l'on n'est plus chez soi ». Dès lors, la déstabilisation économico-sociale se redouble du sentiment majoritaire d'une

dépossession globale. Telle est la base d'une insécurité qui n'est pas seulement «sociale» mais tout autant «culturelle» ou « identitaire» («culture» et «identité» se confondant en pratique).

Quelle est le moteur de cette grande translation, qui déstabilise les repères classiques de la gauche et du mouvement ouvrier ? Laurent Bouvet ne nous en dit pas grand-chose, si ce n'est qu'il se réfère à la «mondialisation». Mais la mondialisation qu'il désigne est faiblement caractérisée. Il ne semble pas y voir un système global, entremêlant l'objectif et le subjectif, la finance et la gouvernance, les pratiques de pouvoir

Les discriminés seraient la cause de la machine sociale à discriminer, les minorités la source des crispations identitaires

et l'idéologie. Il la perçoit avant tout sous l'angle de l'effacement supposé des frontières et de la poussée des migrations. Peu importe que les flux migratoires planétaires soient considérablement surestimés (depuis 1960, ils tournent continûment autour de 3% de la population mondiale) : pour l'auteur, ce sont les migrations qui sont responsables de la déstabilisation des sociétés.

Dès lors se structure la trame d'un propos qui fourmille de notations et de références utiles (des données de sondages souvent finement analysées), mais qui oriente la réflexion et l'action vers ce qui pourrait bien être l'impasse historique de toute gauche qui se voudrait «populaire».

LES IMPASSES D'UN PARCOURS

Une part du propos liminaire de Bouvet est parfaitement recevable. Pour une fraction non négligeable des catégories populaires, notamment celles liées à l'ancien modèle des deux révolutions industrielles, le sentiment d'insécurité a pris une place considérable dans les représentations sociales et politiques. Que ce sentiment soit fondé ou non, il existe et constitue une force agissante. Se contenter de le dénoncer, au nom de considérations morales ou statistiques, a peu d'efficacité et peut même contribuer à exacerber, dans les catégories populaires, le sentiment qu'on les méprise et qu'on les a abandonnées. Jusque-là, rien à dire...

Rien à objecter non plus au constat que la place des déterminants proprement sociologiques s'est estompée dans les représentations. Le sentiment qui unifiait la classe des siècles précédents a laissé la place à la double fragmentation de l'inclusion et de l'exclusion (les «in» et les «out») et du haut et du bas (le «peuple» et les «élites»).

C'est au-delà de la description que

les choses se gâtent. Dans l'analyse de Bouvet, comme dans celle du géographe Christophe Guilluy auquel il se réfère, il n'y a pas seulement de la fragmentation, mais de la polarisation entre «majorité» et «minorité». Guilluy réduit la polarité induite par la concurrence capitaliste à l'opposition binaire de la « France métropolitaine » et de la « France périphérique » (sur ce point, lire «La gauche dans le piège de Guilluy»). Bouvet voit bien les défauts de l'analyse de Guilluy (qui renvoie le « peuple » de la banlieue à la « métropole » et donc à la France des privilégiés). Mais il conserve la logique duale de répartition qui séparerait une majorité de couches populaires qui ne se sent plus chez elle et une minorité repliée sur le «multiculturalisme».

Cela se traduit par un curieux glissement dans l'analyse des responsabilités. Il y a un « piège identitaire », nous dit-il. Il a raison. Mais quelle est la source de ce piège ? Est-ce la logique économico-sociale inhérente à cette phase historique du capitalisme (massivement financière et spéculative) que recouvre la notion ambiguë de «mondialisation» ? Est-ce le recul de l'État-providence, qui avive la concurrence entre les très pauvres et les un peu moins pauvres ? Est-ce la percée conjointe des idéologies ultralibérales et des reconstructions conservatrices ethnicistes et culturalistes de la «Nouvelle droite» depuis la fin des années 1970 ? Rien de tout cela. C'est la « diversité » qui, selon lui, « conduit à

la dégradation du lien social d'ensemble en raison d'un renfermement des différents groupes sur eux-mêmes ». L'insistance sur la diversité « favorise l'insécurité culturelle des individus et des populations qui n'en sont pas les bénéficiaires », affirme Bouvet.

Extraordinaire paradoxe ! Ce sont les discriminés qui sont la cause de la machine sociale à discriminer ; ce sont les «minorités» qui sont la source des crispations identitaires de la «majorité» ; ce sont les cultural studies qui provoquent la fixation contemporaine sur les identités. Bouvet nous dit que l'inquiétude des «majoritaires» doit être prise en compte, quand bien même elle ne serait pas fondée ; mais celle des «minorités» n'est pour lui que « mensonges » et « faux-semblants ». La solution coule de source, ou tout au moins une partie de la solution : que les minorités cessent de penser leur « différence » et acceptent leur « intégration ». Sans doute l'auteur garde-t-il la mesure de certains mots. Il est trop fin politiste pour ne pas connaître les méfaits de l'universalisme abstrait dont il se démarque dans le discours.

Mais de quelle « intégration » parle-t-il ? L'auteur met à juste titre en garde contre la logique « différencialiste » d'un multiculturalisme extrême. L'assignation de l'individu à quelque communauté que ce soit contredit la logique puissante de l'émancipation. D'accord. Mais tout se passe comme si le risque d'assignation identitaire ne touchait que les mino-

rités. L'universalisme abstrait n'a été historiquement rien d'autre que celui des dominants (les colonisateurs de naguère) ou de majorités proclamées. L'imposition de cet universalisme-là à des individus ou à des groupes minoritaires ne devrait-elle pas, elle aussi, relever des logiques mutilantes de l'assignation ? Mais alors, en quoi l'intégration généralisée à un universel aussi pauvre contribuerait-il à l'émancipation, celle des majoritaires comme celle des minoritaires ?

Bouvet dit avoir emprunté son concept « d'insécurité culturelle » à Christophe Guilluy. En fait, il est en résonnance directe avec la notion « d'identité culturelle » qui a participé du corps d'idées de la « Gauche populaire ». Or, par-delà leur vraisemblance descriptive, les deux notions nous enferment dans une nasse intellectuelle et politique redoutable. Bouvet veut nous sortir du piège identitaire. On le suivrait volontiers si, dans les faits, il ne nous enfermait pas dans la double obsession de la sécurité et de l'identité.

SE SORTIR VRAIMENT DU PIÈGE IDENTITAIRE

Si l'on veut faire face au constat déstabilisant énoncé au départ – désaffection populaire vis-à-vis de la gauche et percée du Front national –, mieux vaut s'inscrire dans une autre logique de pensée.

Il est juste de partir d'une réalité qui

est celle de la division installée des catégories populaires. À condition de bien voir que cette division n'oppose pas un « centre » et une « périphérie », ou une « majorité » et des « minorités ». Sur fond de polarité accentuée à toutes les échelles de territoires, elle tend en permanence à dresser les classes subalternes les unes contre les autres. La solidarité de classe a laissé la place à l'opposition des Français et des étrangers, des natifs et des allogènes, des travailleurs ayant un emploi et des chômeurs, des salariés à statut et des précaires. Au sein des couches populaires, la polarisation se traduit, non par de la dualité, mais par de la parcellisation, à l'infini.

L'objectif stratégique n'est donc pas de répondre à l'insécurité culturelle, mais de rassembler le peuple des dominés

Bouvet, qui plaide par ailleurs pour une vision « sociale », sous-estime manifestement le phénomène de la discrimination. Or cette dimension, qui a une longue histoire dans les sociétés humaines, est aujourd'hui plus fondamentale que jamais. À l'échelle planétaire, en effet, la tendance est à l'entrée croissante d'individus sur le « marché du travail ».

Dans la concurrence exacerbée qui en résulte, la discrimination des uns est une condition pour la valorisation relative des autres. De ce fait, inégalités et discriminations forment un couple indissociable dans le contexte actuel. Toute lutte contre les inégalités devrait ainsi prendre conjointement la forme d'une lutte contre les discriminations. En cela, il est pour le moins contre-productif d'opposer, fût-ce en pensée, le peuple des «minorités» et celui de la «majorité». Plutôt que d'opposer minorités et majorités, mieux vaut travailler à quelque chose de fondamental qui relie pratiquement les unes et les autres : le double sentiment de la dépossession et de l'humiliation. Dépossession et humiliation des ouvriers anciens ballottés économiquement et territorialement, au gré des restructurations financières, des délocalisations et des spéculations foncières avivées par la métropolisation. Dépossession et humiliation des populations, immigrées ou non, vouées à la relégation dans des territoires où la puissance publique ne peut plus ou ne veut plus assumer totalement ses fonctions de redistribution et de services publics en tous genres. Dépossession et humiliation des jeunes que, deux ou trois générations après, on dit toujours «issus de l'immigration», et qui sont voués au sur-chômage, aux discriminations à l'embauche et à l'emploi, aux contrôles au faciès et à la suspicion d'étrangeté, par couleur de peau ou par

religion. Dépossession et humiliation des citoyens qui sont éloignés des décisions, qui se sentent consultés pour consentir et non pour décider, quand on ne tourne pas ouvertement le dos à leur demande (comme ce fut le cas pour ceux qui votèrent Non au projet de Traité constitutionnel européen en 2005).

C'est le mépris des populations – forme pluriséculaire du mépris de classe – qui nourrit l'humiliation, l'amertume et qui ouvre sur le ressentiment. Et c'est ce ressentiment qui fait que l'on se porte plus facilement contre le bouc émissaire visible que contre la cause que l'on ne voit pas (le seigneur et le patron se «voyaient», pas les circuits financiers interconnectés...). Or le ressort par excellence du ressentiment est l'opposition vague du «eux» et du «nous», qui peut englober, dans une même détestation, l'étranger, l'immigré, le sexuellement déviant, le non-conformiste, le «différent» davantage que l'adversaire de classe évanescant.

On ne se sort pas de ce piège en demandant aux discriminés de se fondre dans une «majorité» qui aurait elle-même cessé de se percevoir comme relevant de l'innombrable monde des «dominés». L'objectif stratégique n'est donc pas de répondre à «l'insécurité culturelle», mais de rassembler le peuple des «dominés», autour d'une commune exigence de dignité, pour en faire un peuple «politique». La Gauche populaire dont s'est réclamé naguère Bouvet

s'est constituée dans le refus du projet de la fondation Terra Nova, un projet qui n'est pas pour rien dans l'ajustement actuel du socialisme officiel.

En effet, que constatait Terra Nova ? Que les ouvriers n'étaient plus le cœur de la gauche politique ; que les représentations de classe ne jouaient plus leur rôle ancien dans les comportements politiques ; que le clivage semblait être désormais entre «ouverts» et «fermés», «modernistes» et «conservateurs». Qu'en concluait le rapport de 2011 ? Non pas qu'il fallait rompre avec le système qui divise les catégories populaires, mais qu'il fallait rassembler, sur des valeurs d'ouverture et donc de respect des «différences», les catégories moyennes attachées aux valeurs de mobilité, les minorités discriminées, les femmes et les immigrés. En laissant les autres à la droite et au Front national... Que suggère Bouvet ? De rompre avec le système qui produit l'amertume et le ressentiment ? Non : que les minorités acceptent de s'intégrer, sans même leur donner la clef de la citoyenneté (Bouvet considère que le droit de vote des étrangers aux élections locales n'est plus d'actualité), au risque d'une simple reprise de «l'assimilation» de jadis. Si la mondialisation est rejetée, ce n'est pas pour sa logique profonde (l'accumulation sans fin du produit, de la marchandise et du profit), mais parce qu'elle ouvre les frontières. Bouvet ne va pas aussi loin que Guilluy, qui oppose à la mobilité sans fin de la mondia-

lisation l'immobilité du «village» ; il n'en est pourtant pas si loin.

Bouvet est à l'exact opposé de Terra Nova ; mais à l'intérieur d'un carcan commun : celui des obsessions identitaires qu'il faut assumer, qu'elles soient le fait de la majorité ou des minorités. Or c'est de cette obsession de l'identité qu'il faut se débarrasser, plutôt que de la conforter. Dans un monde incertain et une société inquiète, l'objectif ne devrait donc pas être de conjurer les peurs en demandant aux «minoritaires» d'être plus modestes encore et de ne pas heurter les «majoritaires». Il devrait être de rassembler le peuple au sens sociologique, dans un projet partagé d'émancipation et de développement sobre des capacités humaines, individuelles et collectives.

Peut-on y parvenir, si la pensée politique reste enfermée dans le face-à-face du «eux» et du «nous», des «cultures» qui s'effraient les unes des autres et des «identités» qui s'observent en chiens de faïence ? Il en est certes de la référence identitaire comme de la référence nationale. Elle peut conduire au meilleur comme au pire. Au mieux, si l'identité ou la différence sont vécues comme des spécificités, des appartenances non exclusives ; au pire, si elles sont vécues sur le registre de la totalité, de la clôture, de la concurrence ou de l'affrontement. Mais force est de constater que, dans un monde instable et inégal où l'heure serait à la «guerre des civilisations», l'identité est

un objet explosif, ce que le sociologue Jean-Claude Kaufmann appelle à juste titre une « bombe à retardement ». On ne joue pas avec l'identité.

Ne pas mépriser les catégories populaires saisies de la peur de ne plus être chez soi ? Sans aucun doute. Se couler dans les crispations identitaires, fût-ce pour les réguler ? En aucun cas. Sécurité et identité sont des mots piégés, qu'il est aujourd'hui difficile de dégager de leur gangue sécuritaire et identitaire. Pour rassembler le «peuple», mieux vaut valoriser d'autres mots. Égalité en est un, que l'on peut aisément raccorder à la liberté (l'autonomie des personnes et la souveraineté des peuples citoyens) et à la solidarité-fraternité. Mais si l'on ne veut pas que l'égalité soit rabattue sur l'universel abstrait, que Bouvet dit refuser, comment pourrait-elle s'accommoder des discriminations de fait ? Or qu'est-ce qu'une discrimination, sinon une différence que l'on stigmatise ? Toute différence que le «sens commun» et a fortiori que la loi mettent à l'écart est une discrimination qui humilie et donc qui repousse et qui enferme les individus stigmatisés dans les «communautés» de repli.

Bouvet termine son livre par un superbe intertitre : « Le commun, l'autre nom de la République ». Qui, à gauche, ne souscrirait pas à cette formule ? Mais le parti pris du commun suppose des instruments pour le faire advenir : un socle de droits universels, individuels et collectifs, un espace public et donc

soustrait aux normes de l'appropriation privée, une protection sociale renforcée, une citoyenneté repensée et élargie. Le commun suppose, non de la concurrence mais du partage, de la solidarité, de la mutualisation, de l'autonomie, du respect réciproque. Le commun n'est ni le règne de l'unique (tous pareils) ni la juxtaposition des différences (tous séparés). Le commun, d'ailleurs, ne se décrète pas. Il ne se définit pas par avance. Il se construit dans la participation de tous, sans exclusive, sans assignation d'identité mais sans déni

Sécurité et identité sont des mots piégés, qu'il est difficile de dégager de leur gangue sécuritaire et identitaire

d'identité, à des projets collectifs. Projets non pas seulement économiques, ou sociétaux ou culturels : projets de société, où les individus ne vivront plus leur existence comme relevant du «chez nous» ou du «chez eux» mais du «chez tous».

Ce n'est pas en opposant à un «multiculturalisme» plus ou moins mythique et un «républicanisme» de domination et de discrimination que l'on parviendra à ce «chez tous».

● ROGER MARTELLI



Isabelle Lorand

Apartheid

Trois sociopathes, dont deux viennent de Corrèze, sèment la terreur sur la France. Pendant que se discutent les causes de ces drames, le premier

ministre qualifie la situation des quartiers populaires « d'apartheid territorial, social et ethnique ». Assimiler la situation des quartiers populaires aux causes du fanatisme qui ont armé le bras des assassins, n'est pas seulement stigmatisant. C'est extrêmement dangereux. Comment ne pas mesurer les conséquences de renvoyer une partie de la population au statut de base sociale à ces fascistes. Pourtant les statistiques de la cellule de déradicalisation sont sans appel. Moins de 10% des jeunes concernés sont issus de ces quartiers populaires.

Mais quel aveu d'échec pour les politiques publiques. Le premier ministre concède que les frontières invisibles, les plafonds de verre auquel le peuple, assigné à résidence sociale, territoriale et culturelle, n'a rien à voir avec quelques fatalités. Il s'agit des effets de choix politiques. L'assignation à résidence, physique autant que symbolique signe cet échec.

Ici, on évoque le retour des cours de morales, voir de l'uniforme en classe. Là, il s'agit de reconstruire le « vivre-ensemble ». Beaucoup enfile les perles et les bonnes paroles. Mais où sont les mesures dont les quartiers ont besoin : de travail, de logements, de pouvoir d'achat, d'école, de propreté, de citoyenneté, de facteurs, de gardiens, d'éducateurs de rue, de relations pacifiées avec la police, de vacances et de rêves. La vérité des prix sous Valls, c'est deux fois moins de quartiers « politique de la ville », un budget ANRU divisé par cinq, les facteurs transformés en moniteurs auto-école, les RASED et même parfois les auxiliaires de vie scolaire classés au rang des bons souvenirs. Et que dire du 30ème engagement – le récépissé contre le contrôle au faciès – et du 50ème – droit de vote aux étrangers - du candidat Hollande.

Et si le Front de gauche mettait un plan d'urgence pour les quartiers sur la table? C'est sur qu'on serait très loin des petites histoires de leadership qui puent la naphtaline et tue la politique. ●